

L'an deux mille quinze et le vingt avril, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU 20 AVRIL 2015

Date de convocation : 13 avril 2015

Affiché le : 24 avril 2015

Nombre de Conseillers : 63

Nombre de présents : 48

Nombre de votants : 59

Nombre d'absents excusés : 4

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : absent excusé et pouvoir Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Francis ADOLPHE - Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Joël BOTREAU - Pauline DREANO jusqu'à la délibération n°35-15 incluse - Jean-François SENAC - Caroline BALAS - Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI jusqu'à la délibération n°45-15 incluse - Hervé DE LÉPINAU - Jeanne YVAN - Marie-Véronique THOMAS DE MALEVILLE - Julien AUBERT jusqu'à la délibération n°50-15 incluse Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : pouvoir Lafare : Jean-Paul ANRES La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°39-15 incluse Mazan : Aimé NAVELLO - Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER - Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE - Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : absent excusé Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION** : Sabine SOL a donné pouvoir à Jean-Paul ANRES - Luc REYNARD a donné pouvoir à Nathalie REYNARD - Christine TRAMIER a donné pouvoir à Léopold MEYNAUD - Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Agnès MOISSON - Karine GUEZ a donné pouvoir à Caroline BALAS - Alain DÉFOSSÉ a donné pouvoir à Hervé DE LÉPINAU - Eric UGHETTO a donné pouvoir à Dominique BODON - Francis JULLIEN a donné pouvoir à Serge ANDRIEU - Pauline DREANO a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN à partir de la délibération n°36-15 - Bénédicte MARTIN a donné pouvoir à Bernard CHARRASSE à partir de la délibération n°40-15 - Peggy BERTOLUCCI a donné pouvoir à Hélène CABASSY à partir de la délibération n°46-15.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Christian GONNET - Julien LANGARD - Jean-Alain MAZAS - Julien AUBERT à partir de la délibération n°60-15.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Nathalie REYNARD

**Délibération n°61-15**

**Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire – Service aménagement de l'espace et stratégie foncière**

**Objet** : Création de l'espace économique du PIOL à Mazan - approbation du dossier de DUP, du dossier d'enquête parcellaire, du dossier de mise en compatibilité du POS et demande d'ouverture d'une enquête publique unique au Préfet de Vaucluse

**Conseil de Communauté de la CoVe du 20 avril 2015**

**Délibération n°61-15**

**Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire – Service aménagement de l'espace et stratégie foncière**

**Objet : Création de l'espace économique du PIOL à Mazan - approbation du dossier de DUP, du dossier d'enquête parcellaire, du dossier de mise en compatibilité du POS et demande d'ouverture d'une enquête publique unique au Préfet de Vaucluse**

**Le Conseil de Communauté,**

Vu le code général des collectivités territoriales.

Vu les statuts de la CoVe, notamment sa compétence relative au développement économique du territoire qui la rend compétente en matière d'extension ou de création de zone d'activités économique.

Vu la délibération n°126.10 du conseil de communauté du 15 novembre 2010 adoptant la stratégie de développement économique appliquée aux parcs d'activités, parmi lesquels figure celui à créer sur la commune de Mazan.

Vu la délibération n°31-14 du conseil de communauté du 3 mars 2014 confirmant l'intérêt communautaire du projet et du site de l'espace économique du PIOL.

Vu la délibération n°32-14 du conseil de communauté du 3 mars 2014 définissant les objectifs poursuivis par le projet et définissant les modalités de concertation préalable à la création d'une ZAC pour la zone d'activité intercommunale à Mazan, dite espace économique du PIOL.

Considérant ainsi que dans le cadre de sa stratégie de développement économique appliquée aux parcs d'activités adoptée fin 2010, la création de l'espace économique du PIOL à Mazan a été identifiée comme un site stratégique à aménager, déclaré d'intérêt communautaire.

Considérant qu'en complément, le conseil de communauté avait également définis les objectifs poursuivis par le projet et les modalités de concertation préalable à la création d'une ZAC, conformément aux dispositions des articles L.300-1, L.300-2, L.311-1 et suivants du code de l'urbanisme.

Vu la délibération N°60-15 du Conseil de Communauté de la CoVe du 20 avril 2015 validant le projet tel qu'il lui est annexé,

Considérant le projet ainsi validé par cette dite délibération, marquée par l'absence de création d'équipements publics ayant un rayonnement au-delà du périmètre du projet, rendant caduc le recours à la procédure de ZAC, le projet sera donc réalisé sous forme d'un permis d'aménager. Pour autant, les objectifs poursuivis restent les mêmes à savoir de développer un quartier d'activité de qualité, concourant à l'aménagement du territoire intercommunal, dynamisant le développement et l'offre d'emploi, et orienter, préférentiellement, sur la dynamique à mettre en œuvre autour de la filière du BTP/écoconstruction sur le territoire qui marque fortement le territoire de la CoVe et de la commune de Mazan, tout en restant également ouvert aux autres filières selon les besoins qui pourraient se faire jour. Par ailleurs, des activités accessoires pourraient également se développer de type restauration ou services.

Vu l'article L.122-1 et R.122-1 et suivants du code de l'environnement qui prévoient que les projets d'aménagements publics et privés qui, par leur nature, leurs dimensions ou leur localisation sont

susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine sont précédés d'une étude d'impact, en fonction de seuils, notamment quand l'emprise dépasse 10 hectares.

Vu les articles L.123-1 et L.123-2 du code de l'environnement qui prévoient que doivent faire l'objet d'une enquête publique les projets d'aménagements devant comporter une étude d'impact en application de l'article L.122-1.

Considérant ainsi que le projet d'espace économique du PIOL envisagé porte sur un périmètre de 11 hectares, il est en conséquence soumis à l'obligation de réalisation d'une étude d'impact soumise à enquête publique.

Vu l'article L.300-2 du code de l'urbanisme précisant que tout projet qui a pour objet de modifier l'environnement, notamment par le biais d'opérations soumises aux dispositions de l'article L.122-1 du code de l'environnement, fait aussi l'objet d'une concertation préalable obligatoire, qu'il s'agisse d'une procédure de ZAC ou pas.

Considérant ainsi que le projet d'espace économique du PIOL reste soumis à l'obligation de concertation préalable.

Considérant également que les modalités de concertation préalables telles qu'elles avaient été définies dans la délibération n°32-14 du 3 mars 2014 restent valables et qu'elles ont bien été mises en œuvre, qu'il y a donc lieu d'en tirer le bilan, bilan qui devra être intégré au dossier d'enquête publique comme le prévoit l'article L.123-12 du code de l'environnement. Ces modalités prévoyaient la mise à disposition d'un registre de concertation accompagné d'un document synthétique présentant le projet, consultables à l'hôtel de communauté de la CoVe et à la mairie de Mazan aux horaires habituels d'ouverture, l'organisation d'une ou plusieurs réunions publiques, l'organisation d'une exposition sur le projet à l'hôtel de communauté de la CoVe et à la mairie de Mazan, un ou des articles d'information dans la revue Intercom' et dans le journal d'information de la commune de Mazan et une information sur le site internet de la CoVe et la commune de Mazan.

Vu les dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles relatifs à la déclaration d'utilité publique et à l'enquête parcellaire.

Considérant en effet que les négociations foncières amiables n'ont pas permis à la CoVe de maîtriser la totalité des parcelles nécessaires à la réalisation du projet et qu'il en découle la nécessité d'engager une procédure d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) sous l'autorité du Préfet de Vaucluse, accompagnée de l'enquête parcellaire, afin d'aboutir à l'expropriation des parcelles concernées. Ces deux procédures étant elles aussi soumises à enquête publique.

Vu les articles L.123-14 et L.123-14-2 du code de l'urbanisme qui rendent possible la mise en compatibilité du document d'urbanisme avec un projet déclaré d'utilité publique après enquête publique portant à la fois sur cette utilité publique et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence.

Vu les articles R.123-23-1, R.123-24 et R.123-25 du code de l'urbanisme qui fixent les modalités de mise en compatibilité du plan avec un projet déclaré d'utilité publique,

Considérant qu'en l'état le POS en vigueur sur la commune de Mazan ne permet pas la réalisation du projet car une partie du périmètre est classée en zone agricole (NC) donc inconstructible et qu'il y a donc lieu de le mettre en compatibilité avec le projet.

Vu l'article L.123-6 du code de l'environnement qui prévoit qu'en cas d'obligation pour un projet d'être soumis à plusieurs enquêtes publiques dont l'une au moins en application de l'article L. 123-2 du code de l'environnement, il peut être procédé à une enquête unique régie par le code de l'environnement. Le dossier soumis à enquête publique unique comporte alors toutes les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises. Dès lors, il convient de désigner l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête.

Considérant que le projet pourra faire l'objet d'une enquête publique unique au titre du code de l'environnement et que, du fait qu'il soit soumis notamment à une DUP et une enquête parcellaire il reviendra au Préfet de Vaucluse d'organiser l'enquête publique.

Considérant que l'article L.122-1 du code de l'expropriation, associé à l'article L.126-1 du code de l'environnement, prévoient que les projets soumis à l'article L.123-2 du code de l'environnement doivent faire l'objet d'une déclaration de projet au titre de laquelle la CoVe devra se prononcer sur l'intérêt général, à la suite de l'enquête publique et de la remise du rapport du commissaire enquêteur, et avant que le Préfet déclare l'utilité publique du projet.

Considérant ainsi les dossiers suivants annexés à la présente délibération à savoir dans un premier temps, le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique comprenant entre autre, l'étude d'impact et le bilan de la concertation, dans un second temps, le dossier d'enquête parcellaire, dans un troisième temps, le dossier de mise en compatibilité du POS de la commune de Mazan.

Vu l'avis favorable des commissions aménagement de l'espace et habitat, et développement économique, réunies conjointement le 30 mars 2015,

Entendu le rapport du Vice-président délégué à l'aménagement de l'espace et à l'habitat, et après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

**Article 1 :** APPROUVE le bilan de la concertation tel qu'il apparait en pièce n°7 dans le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique tel qu'annexé.

**Article 2 :** APPROUVE le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique tel qu'annexé.

**Article 3 :** APPROUVE le dossier d'enquête parcellaire tel qu'annexé.

**Article 4 :** APPROUVE le dossier de mise en compatibilité du POS de la commune tel qu'annexé.

**Article 5 :** DEMANDE au Préfet de Vaucluse de bien vouloir organiser une enquête publique unique au titre du code de l'environnement.

**Article 6 :** AUTORISE le Président à signer tous actes aux effets ci-dessus.

Transmis en Préfecture le : 24 AVR. 2015  
Publication par affichage le : 24 AVR. 2015

Exécutoire le : 24 AVR. 2015

Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Le Président,

Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.